

Impacts of Land Conflicts on Socio-Economic Life in Rural Areas: The Case of the Mokamo Sector, Masi-Manimba Territory, Kwilu Province (Democratic Republic of the Congo)

Impacts des conflits fonciers sur la vie socio-économique en milieux ruraux : Cas de Secteur Mokamo, Territoire de Masi-Manimba, Province du Kwilu (République Démocratique du Congo)

Sombo Wanga Jean Jacques¹, Jean Louis Ipumi Ngangwan²

¹ Congolais, Assistant, ISTADD Masamuna, République Démocratique du Congo

² Chef de Travaux, Département de Développement Rural (DR), Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement (ISAGE) Aten (R.D. Congo),

Abstract: The Mokamo sector has experienced different-scale land conflicts. So this terroir has undergone enormous pressures which arouse questions about its future. The objective of this work is to understand the problems of land conflicts on local Mokamo sector development by identifying their causes, their socio-economic impacts as well as the strategies deployed to mitigate them. The methodology adopted is based on an approach focused on documentary review, field investigations and that of the processing, analysis of the data obtained. The results of our study show that: The causes of land conflicts are the demographic explosion, legal pluralism and the sale of land. The socio-economic impacts of land conflicts are migration, a break in trust between actors, family division, change of trade, food insecurity, impoverishment of populations and the sub-optimal and ineffective use of land. Conflicts include a positive side in the confrontation, they also include a negative and destructive slope. Land conflicts in their positive side are one of the best guiding sons to enter a Company. The complementarity between traditional and modern law is one of the strategies put in place to end land conflicts. Despite the strategies developed by the actors, the land question remains subject to management difficulties in the Mokamo sector.

Key Words: Impact, Land Conflict, Socio-economic life, Rural backgrounds, Mokamo

Résumé: Le secteur Mokamo a connu des conflits fonciers de différents ampleurs. Donc ce terroir a subi des pressions énormes qui suscitent des interrogations sur son devenir. L'objectif de ce travail est de comprendre les problèmes des conflits fonciers sur le développement local du Secteur Mokamo en identifiant leurs causes, leurs incidences socio-économiques, ainsi que les stratégies déployées pour les atténuer. La méthodologie adoptée est basée sur une approche axée sur la revue documentaire, les investigations de terrain et celle du traitement et de l'analyse des données obtenues. Les résultats de notre étude montrent que les causes des conflits fonciers sont l'explosion démographique, le pluralisme juridique et la vente des terres. Les influences socio-économiques des conflits fonciers sont la migration, une rupture de confiance entre les acteurs, la division familiale, le changement de métiers, l'insécurité alimentaire, l'appauvrissement des populations et l'utilisation sous-optimale et inefficace des terres. Les conflits comportent un versant positif dans la confrontation, ils comportent aussi un versant négatif et destructeur. Les conflits fonciers dans leur versant positif, sont un des meilleurs fils directeurs pour pénétrer une société. La complémentarité entre droit traditionnel et droit moderne est l'une des stratégies mises en place pour mettre fin aux conflits fonciers. Malgré les stratégies développées par les acteurs, la question foncière reste soumise à des difficultés de gestion dans le secteur Mokamo.

Mots Clés: Impact, Conflit foncier, Vie socio-économique, milieux ruraux, Mokamo

1. INTRODUCTION

Les conflits surviennent lorsque plusieurs groupes cherchent à défendre des intérêts qu'ils jugent incompatibles. Le conflit ne constitue pas en eux-mêmes un phénomène négatif. Sous une forme non violente les conflits peuvent se présenter comme des composants essentiels de l'évolution et des indicateurs de la société et sont l'apanage inévitable des interactions humaines.

2.2. Matériel

Les matériels utilisés dans le cadre de notre étude sont le guide d'entretien et d'un questionnaire (instruments de collecte de données), le Global Position System (GPS), bloc note.

2.3. Méthodes

L'approche méthodologique retenue pour la réalisation de la présente étude est une approche pluridisciplinaire qui a fait appel à des techniques de collecte et d'analyse empruntées au droit, à la Sociologie et à l'Anthropologie. En effet le droit n'est pas tant ce que disent les textes, qu'en font les citoyens (selon Etienne le Roy (1999), cette perspective permet en effet de s'éloigner d'une vision purement normative du droit et de mieux appréhender la réalité d'une justice "vécue". Le choix de cette approche méthodologique a été par le fait que la suppression des tribunaux coutumiers et leurs remplacements par des tribunaux de paix (les tripaix) est loin de faire l'unanimité auprès de la population et d'une partie des acteurs du secteur de la justice. La population continue ainsi largement à recourir aux acteurs communautaires, souvent qualifiés à tort d'acteurs "alternatifs" pour régler leurs conflits.

2.3.1. Méthode Historique

La méthode historique est une démarche qui nous a permis d'analyser le conflit foncier passés en s'appuyant sur des traces laissées, appelées sources. Cette méthode a servi à critiquer ces sources (origine, contexte, fiabilité), pour construire une analyse la plus objective possible des faits historiques, en posant des questions relatives au thème de recherche.

2.3.2. Méthode d'Enquête

L'enquête est une méthode de recueil de données primaires à partir d'un questionnaire que nous avons administré à un échantillon issu de notre population cible. Elle a pris diverses formes telles que le sondage, un essai clinique, une étude transversale, etc. Pour nous, cette méthode nous a servi à puiser les informations, qui nous ont servi d'affirmer ou d'infirmer les hypothèses émises, grâce à un questionnaire administré sur terrain.

2.3.3. Méthode descriptive

La méthode descriptive est une méthode qui consiste à analyser un phénomène et à présenter convenablement tous les éléments qui le composent (LAUBET, J., 2000).

Cette méthode nous a permis d'examiner les conflits fonciers dans leurs ensembles et dans leurs aspects particuliers en menant des études qualitatives sur leurs impacts sur la vie socio-économique en milieux ruraux.

2.3.4. Méthode comparative

Cette méthode nous a permis d'examiner les conflits fonciers, en le comparant, les uns aux autres pour en dégager les similitudes et les différences.

2.3.5. Méthode d'échantillonnage

Au vue du temps limité pour la réalisation de notre étude et de la complexité des processus socio-économiques qui devraient être observés et analysés, l'étude s'est concentrée sur un nombre limité de zones géographiques ciblées, au plus proche des pratiques locales.

Les données quantitatives, obtenus dans le cadre de cette étude concernent les données obtenues grâce aux enquêtes de terrain par la méthode **d'échantillonnage aléatoire simple**, en choisissant 540 personnes constituant notre échantillon tiré sur 156.398 personnes faisant l'effectif de huit groupements ciblés sur dix-neuf groupements que regorge le secteur Mokamo avec un effectif total de 247.296 habitants. Le choix de ces huit groupements est justifié par le fait que ces derniers connaissent plus de tensions foncières qui entravent le développement local de secteur Mokamo. Mais aussi dans ce groupement, le jeu d'acteurs internes ou externes par rapport aux usages du foncier est plus remarquable.

2.3.5.1. Répartition par groupement et par Village des acteurs enquêtés

Tableau 1: Répartition par groupement et par Village des acteurs enquêtés.

N°	Groupement Ciblés	Villages ciblés	Nombre d'acteurs Interrogés		Total acteurs	Total acteurs
			Population	Acteurs locaux de justice	Nombre	En %
01	KimbieMungie	Mokamomungie,	20	10	57	10,5
		Pupu	13	14		
02	KimpilaNgoto	Lubolo	38	18	56	10,3
03	KumbiMashi	Bongamapela	45	20	130	24
		Manzombi	53	12		
04	KingomaBukiene	Kikwit Mubwa	26	18	93	17,2
		Mubwamuwanzala	29	20		
05	KingomaKapenda	KimbumbaKapenda	16	9	49	9
		KialuBasongo	14	10		
06	Kingomamulweme	Kingombe	16	12	55	10,1
		Kimbudi	16	11		
07	Sakambanza	Kimputu 2	24	16	40	7,4
08	Mukulangiene	Bwala-yulu village	15	10	60	11,1
		Kisombo	20	15		
TOTAL GENERAL		–	345	195	540	100

2.4. Techniques de recueil des données utilisées

2.4.1. Technique documentaire

Cette technique de recherche a consisté à utiliser des sources écrites et numériques (livres, rapports, articles, sites, Web) pour rassembler, analyser et traiter des informations sur les impacts des conflits fonciers sur la vie socio-économique dans le secteur Mokamo. Dans cette étude, plusieurs bibliothèques et centres de documentation ont fait l'objet de visite. Le recours à l'Internet a été d'un grand apport.

2.4.2. Technique d'observation directe

La méthode d'observation directe est l'une de recherches qualitatives où le chercheur observe en temps réel une situation sur terrain pour recueillir des données de manière systématique. Elle nous a permis d'être présent physiquement, d'utiliser le sens (Vue, ouïe, etc.) et de prendre notes détaillées à l'aide d'outils de collecte des données ou de grilles d'observation.

2.4.3. Focus group

Le focus group est organisé dans le but de permettre une complémentarité des réponses fournies par les différents interlocuteurs, Nous avons cible les focus group d'agriculteurs, éleveurs, pisciculteurs, fermiers, paysans, jeunes, hommes, femmes, élus locaux qui nous ont permis d'avoir une idée de la situation foncière sur le terroir de Mokamo. Les données cartographiques on fait l'objet de traitement au niveau du logiciel, Argis 10.8.

2.4.4. Technique d'entretien semi directif

Le guide d'entretien a été soumis aux personnes ressources, aux élus locaux et aux responsables des structures.

2.4.5. Traitement et l'analyse des données obtenues

Après la phase de la recherche documentaire et celle de la collecte des données, les informations recueillis ont fait l'objet de traitement et d'analyse. Le choix des outils de traitement et l'analyse des données se fait en fonction des types d'informations obtenues.

2.5. Modes d'obtention des terres dans le secteur Mokamo

2.5.1. L'Héritage

Nos enquêtes de terrain révèlent que les autochtones sont les seuls acteurs qui bénéficient de l'héritage par succession depuis les périodes coloniales jusqu' à nos jours dans le secteur Mokamo. Près de 70% des

enquêtés l'affirment et cela se justifie par le fait toutes les terres sont contrôlées par les premiers à s'installer sur les sites des différents villages (fig.2).

2.5.2. L'Achat des terres

Dans le secteur Mokamo, l'achat des terres représente 10% du mode d'obtention foncière. Cette forme d'obtention de la terre est plus notée chez les commerçants, les fonctionnaires et les migrants qui ne sont pas originaires des villages ciblés parfois même pas de secteur Mokamo (Fig.2).

2.5.3. La Location:

Dans le secteur Mokamo, certains élus locaux participent à la résolution des problèmes liés à la location des terres car certains locataires refusent le paiement continue des parcelles louées. 5% de nos enquêtés ont acquis leurs portions des terres par location (Fig .2).

2.5.4. Le métayage:

Le métayage est un Contrat de bail par lequel une terre rurale est donnée en bail à un preneur, qui s'engage à la cultiver à condition d'en partager les produits avec le bailleur. Dans le cadre de notre étude, 13% de nos enquêtés font recours au métayage (Fig.2).

2.5.5. Autres modes d'obtention

Nos enquêtés ont révélé le faible niveau de l'accès aux terres par don, prêts qui représentent autres modes d'obtention avec 2% de fréquences (Fig.2).

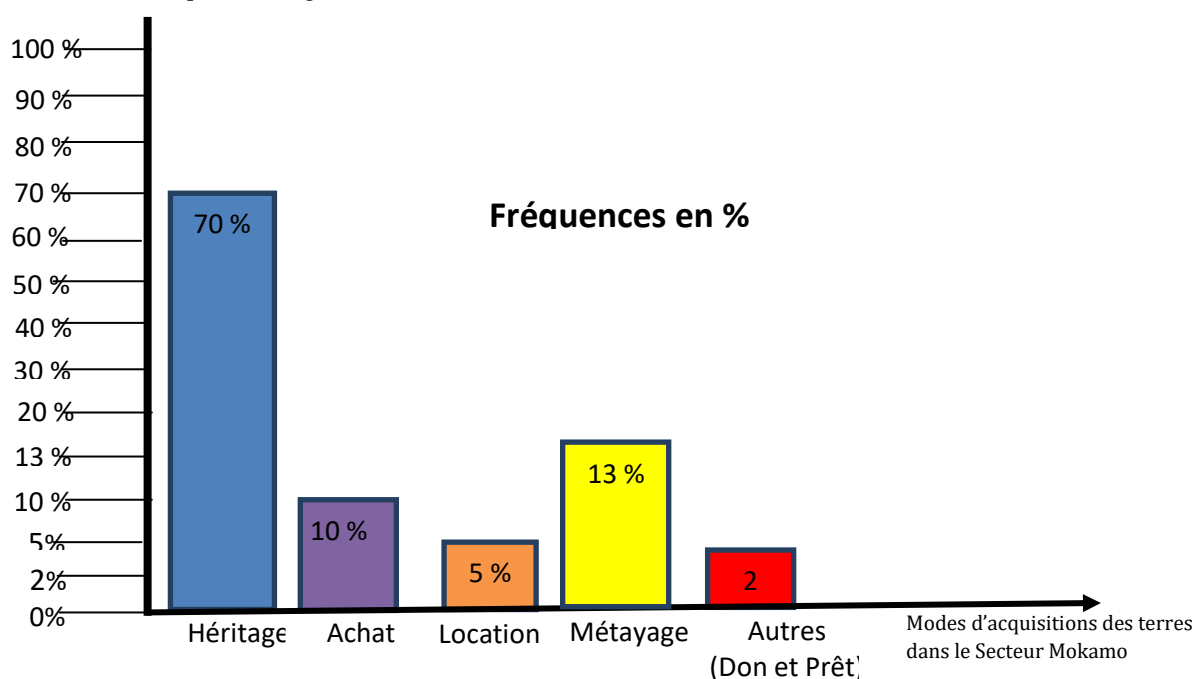


Figure 2: Modes d'obtention des terres dans le secteur Mokamo (SOMBO enquêtes (2025))

3. Résultats

3.1. Typologie des conflits fonciers dans le secteur Mokamo

Les conflits fonciers, représentent une large variété de types. De façon générale, dans notre milieu d'étude, nous avons pu caractériser trois principaux types de conflits fonciers :

3.1.1. Des Conflits fonciers au sein de la Communauté

Ces conflits peuvent survenir entre les membres d'un ménage, entre familles, ou entre des sous-groupes entiers au sein d'une Communauté. Il s'agit de:

- (i) Conflits interfamiliaux : appelé aussi conflits de succession qui opposent les ayants droits.
- (ii) Conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs:

Agriculteurs et éleveurs utilisent les mêmes espaces, quoi que soient différents. La superposition des deux usages différents sur le même espace est à la base du contentieux entre les deux acteurs. Comme on peut le

constater, les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont de loin les plus importants et opposent deux logiques d'occupation de l'espace. Ils sont essentiellement dus aux dégâts causés par le bétail sur les cultures.

- (iii) Conflits fonciers entre agriculteurs : au niveau de ce terroir ces genres de conflits fonciers sont souvent notés durant la saison sèche pendant laquelle chaque propriétaire de portion de terre commence à s'intéresser aux limites de ses champs. L'agriculture pratiquée est familiale, basée sur des exploitations de faibles superficies. La cohabitation, l'intervention dans l'espace rural de l'ensemble des agriculteurs, sont à l'origine d'un nombre important et varié des conflits fonciers. 45% de personnes enquêtées confirment ce type de conflits fonciers.

3.1.2. Des conflits fonciers entre communautés voisines

Ces conflits fonciers sont souvent liés à des différends concernant les limites de propriété. Ici, la caractéristique principale du conflit est la revendication d'une même portion de terre par deux groupes ethniques ; deux communautés différentes ; deux groupements différents ou secteurs différents. Résultats obtenus auprès des 39% de nos enquêtés sur le terrain.

3.1.3. Conflit foncier entre communauté et une personne extérieure à la communauté

Par exemple, le gouvernement peut vendre ou faire louer des terres communautaires à un investisseur sans consulter la communauté créant ainsi un conflit entre investisseur et la communauté. Ainsi 16% d'acteurs interrogés confirment ce type des conflits fonciers.

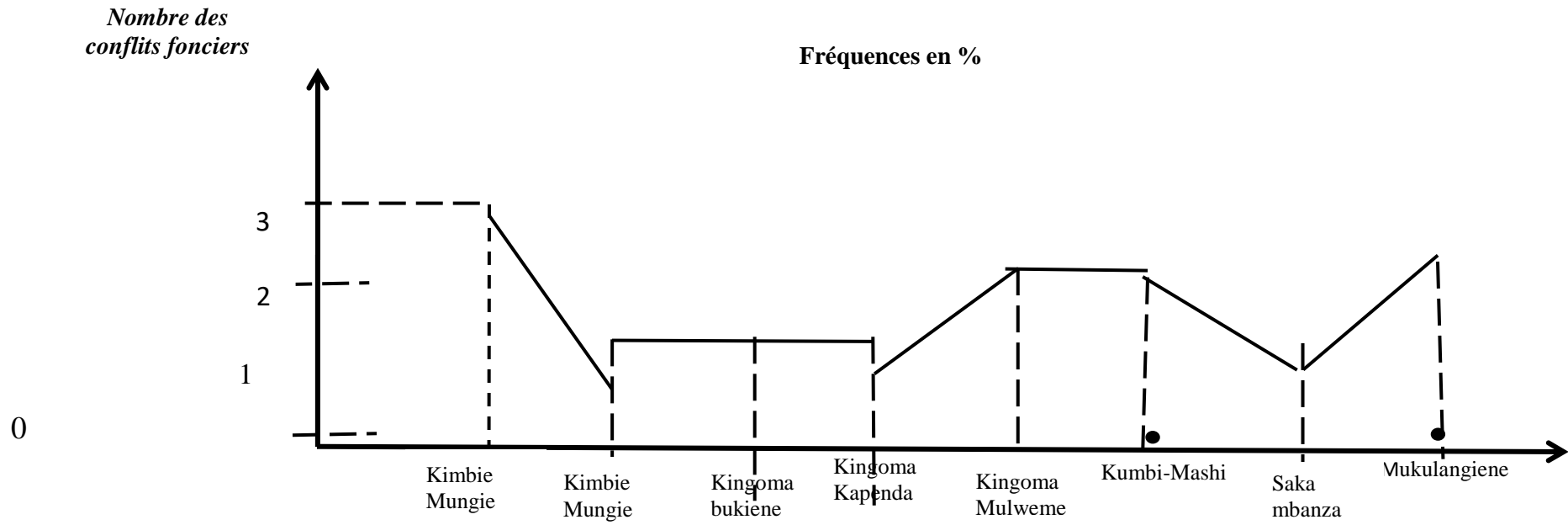


Figure 3: Nombre des conflits fonciers analysés dans le Secteur Mokamo

3.2. Causes des conflits fonciers dans le secteur Mokamo

La terre fait aujourd'hui l'objet de plusieurs discordes entre les différents membres de la communauté. En effet, toute personne cherche à avoir un lopin de terre par tout moyen. Le problème se pose différemment lorsqu'il s'agit des terres rurales ou des terres urbaines, le milieu rural nous intéresse beaucoup dans cette partie du fait que ses terres sont régies par la coutume et usagers locaux.

3.2.1. L'explosion démographique:

la forte natalité occasionne l'augmentation de la population sur une terre intacte. La terre à cultiver devient de plus en plus rare et insuffisante pour répondre aux besoins de la population toute entière. Les gens se disputent la terre. Cause révélée par 40% de personnes interrogées lors de nos enquêtes sur terrain.

3.2.2. Le pluralisme juridique:

crée des ambiguïtés sur les droits et donc une certaine insécurité potentielle, à partir du moment où des revendications différentes légitimes, l'une ou l'autre des normes peut porter sur une même place. Ce phénomène juridique est compliqué d'une pluralité d'instances de régulation : un chef du village, chef de groupement ou commission consultative de règlement des conflits coutumiers (CCRCC), administratifs,... peut prétendre jouer un rôle dans la gestion des terres. L'intervention de l'Etat congolais par des procédures d'enregistrement et ou de délivrance des titres fragilisent les autorités coutumières et remet potentiellement en cause des droit locaux. Cause avouée par 25% de personnes interrogées lors de nos enquêtes sur terrain.

3.2.3. La vente de terre:

la terre étant coutumièrement une propriété collective appartenant aux morts, aux vivants et à ceux à naître, aux générations futures, personne ne peut aliéner seul sous prétexte de ne pas violer ce principe cher en coutume dans le secteur Mokamo. Malheureusement c'est le cas contraire à ces derniers temps du fait la terre est devenue une source facile de revenu. Dans une situation de chômage chronique où il évolue, le fait de vendre la terre pour récupérer des sommes importantes d'argent, entraîne des conflits fonciers par le moindre défaut d'honorer la redevance. Selon les enquêtes de terrain, 35% de personnes interrogées évoquent la vente de terre comme l'une des causes des conflits fonciers.

3.3. Influences des conflits fonciers sur les conditions socio-économiques des parties en conflits

3.3.1 Influences des conflits fonciers sur les conditions sociales des parties en conflits

Les conflits fonciers dans le secteur Mokamo mettent en péril la paix et la cohésion sociale. Ils poussent les populations à vivre dans des conditions difficiles. Ainsi, les influences sociales issues de ces conflits fonciers ralentissent le développement local. Parmi ces influences, nous citons :

- **La migration:** Les conflits occasionnent la migration de certains jeunes qui auparavant, avaient uniquement comme activité principale l'agriculture familiale, en recherches d'emplois de vies faciles. Résultats obtenus auprès de 20% nos enquêtés sur le terrain.
- **Une rupture de confiance entre les acteurs:** Conflits fonciers survenus entre différents groupes laissent des traces. Même dans le cas où le contentieux trouve un arrangement accepté par les différentes parties en conflit, les relations restent toujours crispées. La confiance est alors perdue et les deux camps, ou Communautés vivent dans la peur et la méfiance réciproques. 25% de personnes interrogées confirment ces résultats.
- **La division des familles:** en milieu rural en général et dans le secteur Mokamo en particulier, plus la famille est nombreuse plus le partage du bien foncier devient complexe. On constate que dans certaines familles un seul individu ou un petit groupe d'individus tentent d'accaparer toutes les portions des terres au détriment de leurs frères. De ce fait, le conflit qui découle de cette situation va aboutir à la division des familles qui entrainera la disparition de l'entraide sociale.

3.3.2 Influences des conflits fonciers sur les conditions économiques des parties en conflits

Les conflits fonciers sont sources d'incidences économiques diverses et variées. Au plan économique, les conflits fonciers ont entraîné l'appauvrissement des populations, l'utilisation sous-optimale et inefficace des terres.

- **L'appauvrissement des populations:** les conflits fonciers appauvrissent la population de secteur Mokamo par le fait qu'ils : - affaiblissent la capacité de production chez les paysans ; - il peut arriver que les troupeaux envahissent les champs des paysans ou les tueries de bétail. Cela signifie une perte des moyens d'existence des paysans, contraignant les paysans à chercher des nouvelles solutions de survie ; - amènent les protagonistes à déboursier auprès des instances juridiques, des sommes très importantes. Les sommes dépensées pourraient être investies dans l'éducatons ou résoudre l'équation

de la malnutrition et la sous-alimentation qui frappent de plein fouet le secteur Mokamo. Résultats obtenus auprès de 54% de personnes enquêtées sur terrain.

- **L'utilisation sous optimale et inefficace de terres:** les activités agricoles et pastorales se disputent alors les terres, ce qui débouche le plus souvent sur des conflits entre les différents usagers. On observe une augmentation de la compétition pour l'accès à la terre sur les espaces exploitables. 46% de personnes interrogées, lors de nos enquêtes avouent ces résultats.

3.4. Les modes alternatifs de résolution des conflits

Dans bien des cas, porter une affaire devant les tribunaux ne fera que prolonger les conflits, fera perdre des ressources et un temps précieux et aggravera les hostilités.

Trois modes alternatifs de résolution des conflits fonciers:

- Organiser des réunions communautaires pour faciliter un dialogue ouvert,
- Travailler en toute confiance avec les dirigeants de la communauté et les fonctionnaires et enfin ;
- La médiation. Ces modes alternatifs de résolution des conflits sont moins coûteux.

3.5. La prévention des conflits fonciers en milieu rural

Les mécanismes développés pour prévenir les conflits fonciers dans le secteur Mokamo sont l'œuvre de plusieurs acteurs. Parmi ces mécanismes, nous citons :

- L'enregistrement des terres pour établir la propriété foncière de manière claire et transparente ;
- L'identification inclusive consensuelle et participative des ressources naturelles d'utilisation commune et enfin ;
- La sensibilisation et la communication des textes relatifs au foncier rural.

3.6. Limites des modes pour régler les problèmes fonciers dans le secteur Mokamo

L'ensemble de ces modes, dégagés présentent quelques limites à savoir:

- La suprématie du droit traditionnel sur le droit moderne en milieu rural.
- La faible connaissance des instruments indispensables à la gestion foncière ;
- Une absence quasi-totale de collaboration entre acteurs locaux et judiciaires
- La faible participation des populations locales à la mise en place des modes et enfin ;
- Une justice des cours et tribunaux mal outillée, lente et largement perçue comme corrompue.

4. Discussions

La terre et les ressources naturelles constituent le substrat des activités productives des ruraux. L'accès équitable à la terre et aux ressources naturelles est un gage de paix, de stabilité et de développement qui permet de lutter contre la pauvreté et relance le secteur primaire considéré le principal levier de la croissance économique. Parmi les activités principales qui constituent le levier de la croissance économique à garantir, nous citons : l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce et autres activités, etc.

L'accès équitable aux ressources naturelles pour tous les usagers contribue à la prévention des conflits fonciers et favorise une plus grande sécurité foncière. Si les populations rencontrent des difficultés dans l'accès aux ressources foncières, leur instinct de survie ne laissera plus de place aux soucis de protection de l'environnement. Et il sera utopique de les faire considérer les besoins des futures générations alors que ceux des générations présentes sont compromis. Le développement durable ne peut se faire dans un contexte de conflits.

En effet, s'il y a une gestion équitable et paisible du foncier, les populations seront dans des meilleures dispositions pour participer au développement de leur contrée et le respect des règles établies va aller de soi. Et il sera utopique de le faire sans s'assurer des besoins des futurs.

Recommandations

L'étude recommande de prévenir et de résoudre les conflits fonciers en milieu rural afin de contribuer à la stabilité et au développement durable. Plus spécialement:

a) Au Gouvernement congolais:

- Renforcement de l'État de droit: en s'assurant que les lois foncières sont appliquées de manière équitable et efficace;
- Faciliter l'accès aux communautés rurales à des mécanismes juridiques pour résoudre des conflits fonciers;

- Impliquer les autorités locales dans la gestion des conflits foncières pour une réponse plus adaptée aux réalités locales. Un accès équitable aux ressources naturelles et aux institutions qui les gèrent favorise la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local.
- b) Aux autorités locales :**
- Mettre en place un système d'enregistrement des terres pour établir la propriété foncière de manière claire et transparente.
 - Informer les communautés sur leurs droits fonciers et les processus légaux pour éviter les malentendus.
- c) À toute la population du secteur Mokamo:**
- Encourager la résolution pacifique des conflits par le biais des mécanismes de médiation au sein des communautés.

5. Conclusion

Au terme de notre travail, l'hypothèse que nous avons formulée au départ de nos recherches se trouve confirmée à savoir que les conflits fonciers dans les milieux ruraux constituent un véritable facteur limitant le développement des campagnes.

Le développement durable ne peut se faire dans un contexte de conflits. Si les populations rencontrent les difficultés dans l'accès aux ressources foncières, leur instinct de survie ne laissera plus de place aux soucis de protection de l'environnement.

Références Bibliographiques

- [1]. **Etienne LE ROY** (1999), le jeu des lois : une anthropologie « dynamique » du droit; FENIXX. Réédition numérique
- [2]. **LAUBET, J.**, (2000), Initiation aux méthodes de recherche en sciences sociales, Harmattan, Paris, P.132;
- [3]. **Olivier De SARDAN** (2000), " rendre compte des points de vue des acteurs: principes méthodologiques de l'enquête de terrain en sciences sociales, in les enquêtes participatives en début. Ambition pratique enjeux ?lavigne-Delville, Ph. Et autres (eds) paris, GRET KARTHALAICRA, P.P 421-449.
- [4]. **WINCENNEAU G.**, (2000), culture et comportement, paris, Ed. Armand, 380 p.